

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18095 - 70ÈME ANNÉE

Radiers, cirques, Hauts de l'Ouest, adduction d'eau potable **Cyclones : tout à revoir**

Hier, Veolia prévenait ses abonnés de la plupart des quartiers de Saint-Denis qu'il était encore déconseillé de boire l'eau du robinet. Cela faisait pourtant trois jours que la tempête Haliba était passée au large des côtes de La Réunion. Trois jours après encore, la route du littoral restait fermée et le sera jusqu'à lundi. Partout dans l'île, les pluies ont créé des problèmes. Et pourtant comme l'a rappelé hier Jacques Écornier de Météo France, Halida était une tempête tropicale modérée.

Halida est passée lundi au large des côtes de La Réunion. C'était une tempête tropicale modérée. Trois jours plus tard, La Réunion est encore sous le coup du passage de ce phénomène qui n'était pourtant pas un cyclone. Cette simple tempête tropicale a de nouveau révélé la vulnérabilité de La Réunion face au danger de l'eau ruisselante. Les vents n'étaient pas violents, mais la pluie est tombée en abondance. Elle a rapidement submergé les radiers, provoqué des éboulements sur les routes, et a fait des dégâts dans les réseaux de distribution d'eau.

Eau en bouteille conseillée

Ainsi, trois jours après le passage de Haliba, Veolia continuait d'avertir les habitants de Saint-Denis. La qualité de l'eau était dégradée dans les quartiers suivants : Chaudron, Sainte-Clotilde, Vauban, Moufia, Bois De Nefles, Butor, Saint-Francois - Partie Basse, Bellepierre, Reydelet, Couderc, Centre Ville, Station du Butor. Dans presque la totalité de Saint-Denis, ville de près de 150.000 habitants, le gestionnaire du réseau d'eau potable recommande en substance de boire de l'eau en bouteille. C'est un fait révélateur de l'inadaptation de secteurs stratégiques à des phénomènes courants dans une île tropicale comme La Réunion.

Une seule commune permet de garantir à ses habitants l'eau potable par tous les temps, c'est celle du



Si la NRL est construite, le nombre de voitures aura considérablement augmenté au moment de sa mise en service. Les embouteillages seront permanents, et les cyclones des dangers bien plus graves que Haliba.

Port. Les anciens maires avaient en effet choisi de puiser le liquide dans la nappe phréatique plutôt que capter la ressource dans une rivière. En cas de forte pluie, la rivière charrie des torrents de boues qui perturbent le captage.

Autrement dit, dans la plupart des communes, c'est la démonstration de la vulnérabilité d'un système, malgré des millions d'euros dépensés.

Les chantiers du siècle

Concernant les routes, celles de Salazie et de Cilaos étaient coupées, ainsi que la route Hubert Delisle dans les hauts de l'Ouest, celle du

littoral l'est toujours. Dans les bas, le cap la Houssaye était infranchissable, tandis que la traversée de la Saline les Bains était impossible. Ces blocages étaient le fait d'éboulements, d'inondations et de radiers submergés. C'est donc une part importante du réseau routier qui était ébranlé par une tempête tropicale modérée. De quoi nourrir les plus grandes inquiétudes pour le passage d'un cyclone qui se fera tôt ou tard.

C'est donc un chantier considérable qui est ouvert. Il ne pourra s'accomplir si les caisses sont vidées par un projet totalement inutile de route en mer.

M.M.

Didier Robert doit respecter les élus du peuple et la population

L'Alliance : le sort d'Air Austral doit être débattu avec les élus

Air Austral : Didier Robert ne doit pas mettre les représentants du peuple devant le fait accompli : c'est le message de l'Alliance. Le bientôt futur ex-président a annoncé que les élus ne feront plus partie du prochain Conseil d'administration d'Air Austral, alors que la Région a investi sous sa responsabilité plusieurs dizaines de millions d'euros dans la compagnie aérienne. Didier Robert dit que cette décision qui doit s'appliquer le 16 mars est liée au rapport de la Chambre régionale des comptes qui sera présenté aux élus le 10 avril prochain, presque un mois plus tard. Les élus du peuple doivent être respectés : pas de décision hâtive sans que les élus ne puissent décider, l'Alliance rappelle ce principe de base de la démocratie. Voici son communiqué :



L'Alliance rappelle que la Région à travers la SEMATRA a engagé des dizaines de millions d'euros dans Air Austral.

Courant avril prochain, le Conseil régional doit débattre du rapport de la Chambre régionale des Comptes (CRC) sur la SEMATRA concernant directement Air Austral.

Selon les déclarations de Didier Robert et les informations parues dans la presse, ce rapport fait des préconisations pour mettre fin à la situation actuelle, source de risque de conflits d'intérêt et de fragilité juridique. Rappelons que la SEMATRA possède actuellement plus de 98 % du capital d'Air Austral et que Didier Robert cumule depuis près de 3 ans les fonctions de président de Région, de PDG de la SEMATRA, et de président du

Conseil de Surveillance d'Air Austral.

Or, avant même que le rapport de la CRC et les solutions qu'il préconise ne soient débattus entre les élus, Didier Robert a convoqué une assemblée générale d'Air Austral le lundi 16 mars 2015 pour modifier les statuts de la société et la gouvernance d'Air Austral à sa guise.

C'est une attitude anti démocratique. Il n'est pas admissible que le sort et l'avenir d'Air Austral soient décidés sans que le débat entre les conseillers régionaux sur le rapport de la CRC n'ait eu lieu. Alors même que la Région, notamment à travers la

SEMATRA, est directement concernée et qu'elle a engagé des dizaines de millions d'euros.

C'est pourquoi les élus de l'Alliance demandent à Didier Robert, en sa qualité de Président du Conseil de surveillance d'Air Austral, de proposer à l'assemblée générale de la compagnie aérienne qu'il a convoquée pour le lundi 16 mars, de sursoir à toute décision sur la gouvernance d'Air Austral, dans l'attente du débat préalable qui doit avoir lieu au niveau de l'assemblée plénière du Conseil régional sur le rapport de la Chambre régionale des Comptes concernant la SEMATRA.

Edito

L'information routière tronquée par mauvais temps

Ce n'était qu'une grosse pluie qui a bien arrosé l'ensemble de l'île. Il était temps : les nappes souterraines ont été réapprovisionnées et la sécheresse a été atténuée. Comme toujours, en pareilles circonstances, on compte aussi les dégâts. C'est à ce moment que les médias se trompent en fournissant des informations insuffisantes ou tronquées sur le réseau routier.

Tout est focalisé sur la route du littoral fermée pour cause d'éboulement. Or, pour les gens qui empruntent la route de Cilaos et de Salazie, leur préoccupation est aussi importante que ceux qui utilisent la route du littoral. Ceux qui traversent habituellement la rivière Saint-Etienne ou la rivière de Sainte-Suzanne sont quasiment paralysés. Et ne parlons pas de l'aggravation permanente de la circulation dans l'Est.

Pour ne prendre que les points sensibles ci-dessus, combien coûtent les remises en état des voiries ainsi que les solutions définitives. Comme les recettes du fonds routier ne sont pas extensibles, comment les répartir sur l'ensemble du territoire sachant que tout le monde doit se déplacer ? Il n'est pas juste de tout mettre sur un seul endroit, en l'occurrence la route du littoral.

Sur ce dernier cas, on pourrait même dire qu'il faudrait traduire les élus et les professionnels qui ont réalisé de juteux profits devant les tribunaux, car ils ont assuré qu'il n'y aurait pas de problèmes. Ils étaient bourrés de certitudes, au-

tant que ceux d'aujourd'hui qui veulent construire une troisième version, en mer, à coup de milliards. Quel gaspillage des fonds publics !

Entre temps, le parc automobile augmente de 20 000 unités par an. Les défis à relever condamnent la concentration des moyens financiers en un seul lieu. L'éboulement est un phénomène naturel. Ses conséquences devraient conduire à supprimer cette liaison coincée entre l'océan et la falaise. Aller plus loin dans la mer pour éviter la falaise relève de la politique de Gribouille. Voilà pourquoi les médias de masse devraient faire réfléchir les Réunionnais au lieu de tromper les gens indéfiniment par des informations tronquées.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès
70e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergès ; 1957 - 1964 : Paul Vergès ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

Narendra Modi aux Seychelles

Partenariats Inde-Seychelles dans l'économie bleue et la sécurité maritime

Après une visite de 24 heures à l'île Maurice, le Premier ministre indien, Narendra Modi, s'est rendu aux Seychelles, afin de débattre avec le président seychellois, James Michel, des visas, l'économie bleue et de la signature d'accords de partenariat.



James Michel et Narendra Modi. (Photo Seychelles Nation)

Pour le président seychellois, la visite du Premier ministre Narendra Modi « est un symbole des excellentes relations entre nos deux peuples. Nous avons des relations bilatérales de longue date sur la base de notre engagement envers le développement durable. L'Inde est un ami proche des Seychelles », a-t-il déclaré dans un communiqué.

De son côté, le Premier ministre indien a indiqué dans un communiqué avant son arrivée, mercredi soir, que « la relation de l'Inde avec les Seychelles a été construite sur la base de la confiance mutuelle et des valeurs partagées », bien que cette visite soit la première depuis 33 ans.

Economie bleue, nouvelle stratégie économique

Alors que la crise économique et financière internationale perdure, que l'impact des changements climatiques se fait de plus en plus sentir dans plusieurs domaines (économie, société, faune et flore...), l'Inde met l'accent avec les Seychelles sur le développement

d'une économie bleue, sensée redynamiser leur activité.

Ce modèle économique maritime se base sur les secteurs de la pêche, des transports, du tourisme, de la biotechnologie et des énergies renouvelables en mer. Un groupe de travail conjoint a été créé lors de la visite de Narendra Modi, qui espère que cette coopération « va augmenter notre compréhension sur l'écologie et les ressources marines ».

Le but est également d'améliorer « notre capacité à exploiter des nouvelles possibilités de l'océan, de manière durable et équilibrée », a annoncé le Premier ministre indien, saluant cet accord jugé comme une « avancée majeure » dans le renforcement de la coopération scientifique et économique entre l'Inde et les Seychelles.

Pour le président seychellois, James Michel, l'économie bleue est « un domaine qui est très prometteur pour notre pays », et « est surtout l'appropriation des ressources dans nos océans autour de nos îles et nos côtes par les États de la région ».

Coopération dans la sécurité

Cette visite de Narendra Modi aux Seychelles avait pour objectif de renforcer la coopération militaire maritime. New Delhi souhaite intégrer les Seychelles, à sa politique, au même titre que les Maldives et le Sri Lanka. Pour cela, l'Inde a fait don d'un second appareil de surveillance, appelé Dornier. Celui-ci servira aux gardes côte, afin d'augmenter leur niveau de sécurité maritime.

« Notre partenariat de sécurité est fort. Cela nous a permis à chacun de remplir notre responsabilité partagée, afin d'améliorer la sécurité maritime dans la région » a déclaré Narendra Modi lors de son intervention devant les médias, dont l'agence de la presse Seychellois, Seychelles News Agency. Ce dernier a même ajouté que « c'est un privilège d'être un partenaire des Seychelles dans le développement de ses capacités de sécurité ». Un domaine déserté par Pékin déjà accusé de vouloir peser militairement sur ses voisins.

Le Premier ministre indien a officiellement lancé la mise en marche de la station de radar de surveillance maritime située en hauteur de Ma Joséphine, dans une région montagneuse dans le centre de l'île principale Mahé. De plus, le projet de radar de surveillance maritime a été lié dans les médias en Inde à un programme de surveillance régional qui est en cours d'installation dans plusieurs îles de l'Océan Indien.

Les deux pays ont signé quatre accords de coopération en matière d'hydrographie, d'énergies renouvelables, de développement d'infrastructures et dans hydraulique. Un autre accord important est le développement d'infrastructure dans l'île Assomption. Cet accord est pour le Premier ministre indien, « une nouvelle dimension à notre coopération maritime. Je remercie les Seychelles pour leur confiance en l'Inde ».

Céline Tabou

25 propositions du PCR pour une nouvelle politique à La Réunion –12– **Le PCR pour la valorisation du créole et de la culture réunionnaise**

Voici les propositions du Parti communiste réunionnais pour l'éducation et la culture présentées le 22 février dernier à Sainte-Suzanne.

Le développement durable n'est pas seulement économique, il est aussi social, environnemental, culturel, éducatif et institutionnel. Certains aspects ont été abordés dans la première partie. (cf. chapitre "Répondre à l'urgence sociale").

En matière d'éducation, donner plus de place à la langue, à la culture, à l'histoire et à l'identité du peuple réunionnais à l'école, dans les programmes scolaires, dans la vie administrative et dans les médias.

Poursuivre la réflexion et la réforme des rythmes scolaires sur l'organisation de l'année scolaire tenant compte de l'inversion des saisons par rapport au calendrier scolaire de l'hémisphère nord (année climatique).

La lutte contre l'illettrisme commence dès la maternelle. Le décrochage scolaire n'est pas seulement imputable à l'enseignement mais aussi au milieu social de l'en-

fant. Une cellule pluridisciplinaire pour la lutte contre l'illettrisme, chargée du décrochage, doit comporter outre des enseignants, des parents d'élèves et aussi des organismes sociaux (CCAS, Conseil général, etc.) et être pluridisciplinaire.

Valoriser et enrichir la culture et l'identité réunionnaises dans la diversité et l'unité de la composition du peuple réunionnais (valorisation de lieux de mémoire, d'expression et de création, projet de la Maison des Civilisations et de l'Unité Réunionnaise).



Proposition n°16
Accorder une plus grande place à l'histoire et à la langue de La Réunion

Proposition n°17
Une meilleure organisation de l'année scolaire

Proposition n°18
Cellule pluridisciplinaire pour la lutte contre l'illettrisme

Proposition n°19
Valorisation de la culture et de l'identité réunionnaises



Election départementale 22 mars 2015



REUNION PUBLIQUE

d'ouverture de campagne

Jean-Yves LANGENIER et Firose GADOR

et leurs remplaçants

Naren MAYANDI et Mémouna PATEL

à la Rivière des Galets

(sur le parking devant l'école Laurent Vergès)

le vendredi 13 mars 2015 à 18 heures

UNION POUR LA JUSTICE SOCIALE ET LE DEVELOPPEMENT SOLIDAIRE

Nou atann azot !

Non au racisme

Quatre parlementaires de Guyane dénoncent les attaques racistes contre Christiane Taubira

Dans un communiqué, Antoine Karam et Georges Patient, sénateurs de la Guyane, Chantal Berthelot et Gabriel Serville, députés de Guyane, dénoncent les attaques racistes visant Christiane Taubira et sont solidaires de la Garde des Sceaux.



Pour les quatre parlementaires, «Christiane Taubira concentre les attaques, car elle est femme, noire, guyanaise et qu'elle fait face avec courage et conviction».

« Elle vient de Cayenne, là où il y avait le bagne, qu'elle reparte là-bas », a écrit Isabelle Guinot, première adjointe au maire UMP de Juvisy-sur-Orge à l'adresse de Christiane Taubira. Nous pourrions nous contenter de lui rétorquer que les bagnards venaient de la France métropolitaine, ou d'ailleurs peut être, mais pas de Cayenne.

Mais Trop c'est trop ! Christiane Taubira est une fois de plus la cible de propos insupportables et insultants de la part d'un élu de la République, tenus sur les réseaux sociaux au cours d'une conversation suintante de racisme.

Nous ne pouvons pas nous taire face aux attaques racistes dirigées contre la Garde des Sceaux, et nous les condamnons avec la plus grande

fermeté. Se taire, c'est accepter ce discours qui s'enracine dans la France et l'Europe comme jadis, et se banalise. Se taire, c'est laisser insulter l'ensemble des noirs de France, qu'ils soient Français ou non, comme ceux d'ailleurs !

Nous apportons tout notre soutien à Christiane Taubira, dont la dignité exemplaire fait honneur à la République. République dont cette élue de Juvisy-sur-Orge foule au pied les valeurs et traditions.

Nous exprimons une nouvelle fois notre indignation, notre colère face aux propos de tous ceux qui s'inscrivent dans l'héritage politique des théoriciens du racisme, de l'apartheid, de l'inégalité des races ; ceux-là mêmes qui véhiculent les idées qui ont donné naissance à l'esclavage et à la traite, mais également à

la Shoah.

Nous souhaitons que les responsables des partis de droite prennent cette fois-ci des sanctions exemplaires et condamnent avec vigueur ce type de propos. Car ne nous y trompons pas, nous assistons depuis quelques années à la désinhibition de la parole raciste et même à la revendication assumée de ce racisme ordinaire. Christiane Taubira concentre les attaques, car elle est femme, noire, guyanaise et qu'elle fait face avec courage et conviction.

**Antoine Karam
et Georges Patient,
sénateurs de la Guyane,
Chantal Berthelot
et Gabriel Serville,
députés de Guyane**

Billet philosophique

Femmes et hommes uni(e)s dans des combats communs

De nombreuses actions militantes ont été organisées cette année à La Réunion pour le 8 mars, Journée Internationale des Droits de la Femme, et il y a beaucoup d'enseignements à en tirer. Allons en retenir quelques-uns, à partir de trois de ces actions, afin de réfléchir à cette question : quelle société voulons-nous construire ensemble ?



Marylène Berne lors de la présentation de son ouvrage au CEVIF.

Le mercredi 4 mars, un goûter-philosophie a été animé par le Cercle Philosophique Réunionnais à la Médiathèque Benoîte Boulard du Port sur le thème : "Les droits des femmes sont-ils vraiment respectés à La Réunion ?". Les participant(e)s à cette rencontre ont fait un inventaire abondant de ces non-respects des droits et de la dignité des Réunionnaises en termes d'emploi, de logement, de moyens de vivre décemment et dans la paix.

Les combats menés par les Réunionnaises depuis 352 ans contre les nombreuses inégalités et violences dont elles sont victimes ont aussi été évoqués, de même que les luttes qui se poursuivent à ce sujet au niveau planétaire, comme la Marche Mondiale des Femmes « pour construire ensemble des alternatives ». D'où cette citation de la militante réunionnaise Laurita Alen-

droit-Payet, responsable de l'association Ankraké : « Nous devons crier ensemble – aou, amoin, anou, ananm –, soyons tous féministes pour la liberté et le respect de nos droits ; osons prendre nos responsabilités ensemble ».

« Une société machiste et inégalitaire »

Deux jours après, le Café Citoyen l'Arcadie de La Réunion (avec Céline Chabut) et le Collectif pour l'Élimination des Violences Intra Familiales (CÉVIF, avec Thérèse Baillif) ont organisé une présentation du livre "L'encre de la mémoire : femmes de La Réunion, mes sœurs", que vient de publier Marylène Berne. Un ouvrage qui rappelle de

nombreuses luttes menées par les Réunionnaises au cours des dernières décennies pour le respect de leurs droits et de leur dignité. Comme l'ont souligné les organisatrices de la rencontre, l'auteure de ce livre et le public présent dans la salle du CÉVIF, ces combats partagés sont à poursuivre, car nous vivons dans « une société machiste et inégalitaire ». Et le système éducatif, depuis la maternelle jusqu'à l'université, devrait contribuer à combattre l'idéologie dominante de cette société.

Non à l'hypocrisie

Plusieurs de ces idées ont aussi été exprimées lors d'une conférence organisée par la Section PCR de Saint-Paul à Savanna le dimanche 8 mars sur "l'engagement des femmes en politique", où sont intervenues plusieurs militantes comme Simone Yée-Chong-Tchi-Kan, Claudia Laup, Wendy Galais, Christelle Ubatro. Elles ont notamment dénoncé « l'hypocrisie de certaines femmes au pouvoir, qui perpétuent une société injuste » et plaidé en faveur d'un « engagement solidaire, entre hommes et femmes, entre toutes les générations, de toutes origines, pour transformer cette société ».

Deux secrétaires généraux du PCR – Yvan Dejean et Ary Yée-Chong-Tchi-Kan – étaient aussi présents et ils ont exprimé leur soutien à ces idées afin que « se regroupent toutes les forces disparates de notre peuple pour le libérer ». Pour que les femmes et les hommes soient davantage uni(e)s dans des combats communs, « allons donc voir ensemble comment, face à l'assimilation, nous pouvons nous mettre d'accord sur un projet réunionnais mis en œuvre par les Réunionnais ».

Roger Orlu

Ot é

La vals a mil tan ! Roulé, roulé, tourné tourné, tourné kréol dann la farine Baya !

Mi répète in n'afèr moin la fine di plizyèr foi. I paré, in zour, bann zournalis, la domann in prézidann konsèy mésyé Edgard Faure si li lé pa fatigé alé dann in sans épi dann in n'ot, tourn an ron, pik a gosh pik a droit, lo boug la réponn : « La pa lo zirouète k'i tourn, sé lo van ! »... Prézidan koméla, li apèl pa Edgard mé moin na konm l'inprézyon li koné bien la mizik l'ot té i zoué dann son tan.

Promès ? Sa sé lo kadé de son bann traka, épi konm shakinn i koné promès i angaj arienk sak i kroi, pa sak i fé...

Li la promète anou lo train, l'otonomi dann l'énerji é tout sak nou té i vé, mèm plis : rézilta ! Li lé la dopi 2012 é nou la pankor fé in bonpé pa par dovan. Li la promète diminyé la mizèr par dé, bann kamarad Sin-Pol la mète an marsh zot kronomèt pou trap le l'objèktif é dopi okin rézilta, oki babouk. Té i doi goumant bann rotrète é zordi mi antan di i sava donn bann rotrété in prime 40 euros, pa pliské sa é mèm lo karant éro lé an stannbay, kék par dann kès l'éta..

Na rienk in 'afèr, li aplik rèd é fèrm sé diminyé lo larzan dann bidzé, sé raz la pint kréol épi zorèy soi dizan pou diminyé la dète, alé oir... Konm di mon kamarad Zanbass sé konmsi ou i piss dann in vyolon pou tir in son. Alors, i ral dési, i ral dési, é lo bidzé i grandi pa... Astèr mi antan in son k'i di konmsa i siprime ar pa konsèy zénéral konm l'avé promète.

Konm noré di Jacques Brel, prézidan-la lé pli for ké la vals a mil tan : tourné, tourné, roulé, roulé roul kréol kari dsi d'ri.

Justin

NB Sa i fé pans amoin in fonnkèr Axel Gauvin té i di konmsa : « Otoué Sarda, toué la roul a nou, ton zoli kozman roul anou dan la bou ». (Kan Sardal'ariv de Frans par Axel Gauvin)

« Roul kréol kari sou d'ri ! » - in kozman pou la rout.

Si nou pran konm kozman : « Roul kréol kari sou d'ri ». Sa sé in kozman va arès dann nout mazinasyon. Pou kosa ? Pars la plas in kary sé d'ète dsi lo ri pa par dsou. Alé oir la, lo kari lé par dsou, donk drolman plasé. Arzout èk sa i pé mète ali konm in vèr dann in fonnkèr. I pé mète ali dann in séga par ébzant. Pou kosa I mète kari par dsou ? Pars, sa in fason kashyète lo kari, pou fé kroi ou na pi, pou ardomann in pé, é si i lès, manz konm i goulipia – dann tan demoun l'avé vréman fain !-. Sa i vé dir ankor, fé pran lo vré pou lo fò, boush lo zyé d'moun. Donk si in moun i dézékilib aou, ou i pé dira li, ou i roul amoin kari sou d'ri. Alor, zot mèm, mi pans zot lé dann dé ka konm sa. F »é travay zot koko, fé bouty zot matyèr griz, zot va oir si zot la pankor artrouv azot dann in sityasion konmsa. Kalkil bien é moin lé sir, ké rant-rant zot va tonm dakor rantre nou. Fé roulé férèr !